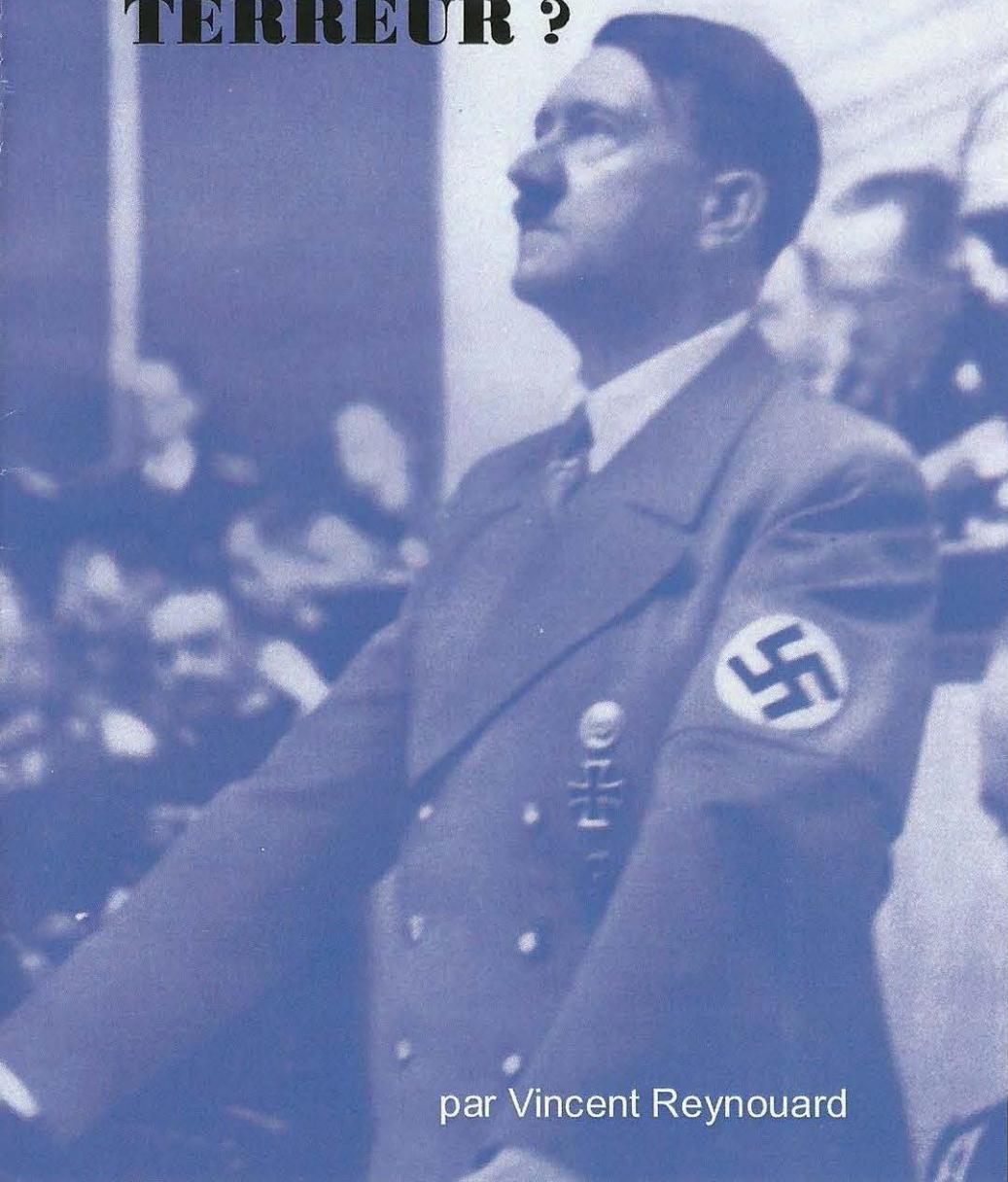


HITLER S'EST-IL IMPOSÉ PAR LA TERREUR ?



par Vincent Reynouard



L'histoire officielle décrit Hitler comme un dictateur qui, après être arrivé au pouvoir démocratiquement, aurait assis son régime par la terreur organisée (Gestapo, camps...).

Dans cette brochure, V. Reynouard démontre qu'il n'en est rien. S'appuyant sur des documents d'époque aujourd'hui occultés, il explique l'origine des camps de concentration dans le III^{ème} Reich et prouve que les masses allemandes ont suivi le Führer parce qu'il avait sauvé le pays de la ruine en inaugurant une politique véritablement sociale...

B86

Prix : 3 €

Vincent Reynouard

**HITLER S'EST-IL IMPOSÉ
EN ALLEMAGNE
PAR LA TERREUR ?**

Les Mémoires au Bois Dormant

Bâle (Suisse)
Mai 2009

On prétend que le national-socialisme s'est « imposé par la terreur », c'est-à-dire qu'un petit nombre de fanatiques a pris le pouvoir et s'y est maintenu grâce à la peur jusqu'à sa défaite en 1945. C'est la thèse bien connue selon laquelle : « la première victime du nazisme fut le peuple allemand ». Admettons. Mais alors, comment expliquez-t-on cette rééducation de *tout* le peuple allemand qui dure depuis 1945 ? Comment explique-t-on l'épuration des bibliothèques, la suppression de la presse indépendante et la rédaction des nouveaux manuels scolaires par les « libérateurs » ? On ne rééduque pas un peuple enfin libéré de la pire des dictatures jamais apparues ; il n'en a nul besoin ; il pousse un grand cri de joie et jette lui-même au feu tout ce qui rappelle les heures sombres.

◆ **INCOHÉRENCE...**

C'est toujours la même chose : les « antinazis » disent tout et son contraire suivant les circonstances. Jean-Marie Le Pen se hisse-t-il au deuxième tour de l'élection présidentielle ? Ils poussent un cri d'alarme : « Attention, Hitler est arrivé démocratiquement au pouvoir ». Mais dans le même temps, ils apprennent aux élèves que le national-socialisme s'est imposé grâce à une petite minorité qui a fait régner la terreur. Afin de masquer cette contradiction, ils disent : « Hitler est arrivé démocratiquement au pouvoir parce qu'il a soigneusement caché ses objectifs réels ou parce qu'il n'a pas été pris au sérieux ». Mais dans le même temps,

ils prétendent que tout était clairement annoncé dans *Mein Kampf* et que ce livre était devenu la bible des « nazis »*.

◆ ... ET MALHONNÊTÉTÉ

Il est clair que pour les « antinazis », la vérité importe peu. Leur propagande fait flèche de tout bois, suivant les circonstances de l'instant. Ce n'est pas nouveau. Si Dieu me prête vie et liberté, je consacrerai un jour une étude à la façon dont le travail obligatoire en Allemagne (STO) a été abordé lors du « procès » Laval puis à Nuremberg. Pour l'heure, je me contenterai d'un très court résumé. Début octobre 1945, Pierre Laval comparait devant la Haute Cour pour trahison. Concernant le STO, on lui reproche d'avoir cédé sans combat sur toute la ligne et d'avoir même été au devant des exigences allemandes. Avec la « Relève », lui dit-on, vous avez livré des travailleurs à Allemagne ! Bref, la trahison était consommée. Quelques semaines plus tard, à Nuremberg, le cas de Fritz Sauckel est abordé. Pendant la guerre, il avait été plénipotentiaire à la main d'œuvre étrangère en Allemagne. L'Accusation française se lève et l'accuse de crimes contre l'Humanité : vous avez exercé des pressions scandaleuses sur le gouvernement français pour obtenir ce que vous vouliez. Vous avez menacé, contraint les gens au départ, utilisé des rabatteurs sans scrupules. Vous avez même organisé des rafles...

A quelques semaines d'intervalle, donc, deux argumentaires totalement contradictoires furent utilisés : Laval fut accusé d'avoir tout cédé sans combat, Sauckel d'avoir menacé pour vaincre les résistances. Preuve que les vainqueurs ne cherchaient pas la

* Dernière exemple en date : interrogé par une juive, un jeune Allemand a déclaré : « Hitler avait écrit tout son programme dans *Mein Kampf*, il y avait exposé ses théories folles sur les différents types de races humaines ». Dès lors, pourquoi a-t-il été élu démocratiquement ? Le jeune homme l'explique en affirmant que « beaucoup de monde ne l'avait pas lu et parmi ceux qui l'avaient lu, beaucoup n'y croyaient pas » (voy. *Shofar*, septembre 2008, p. 45).

vérité, mais uniquement la condamnation des accusés et, à travers eux, des fascismes... Cette situation perdure depuis 1945. D'où le fait que, chez les « antinazis », le principe de non-contradiction est constamment violé sans aucune vergogne. Les arguments les plus contradictoires sont invoqués sans aucun souci d'exactitude, simplement suivant les circonstances du moment...

Je pourrais m'arrêter là. Mais, ne craignant pas la discussion, je pénétrerai davantage sur le terrain historique.

◆ UNE RÉVOLUTION QUI AURAIT DÉFIÉ TOUTES LES LOIS SOCIOLOGIQUES

Le national-socialisme, dit-on, s'est imposé par la terreur, la délation organisée et les camps de concentration ouverts dans tout le pays. L'histoire allemande aurait donc défié toutes les lois de la sociologie. C'est-à-dire qu'immédiatement après l'arrivée d'Hitler au pouvoir, des dizaines de camps de concentration seraient sortis de terre, un peu comme les champignons après la pluie, et qu'une nouvelle police politique aurait été mise en place, épaulée par des centaines de milliers de mouchards sortis d'on ne sait où pour mettre immédiatement l'Allemagne en coupe réglée. A partir de cet instant, le peuple terrorisé se serait tu. Tout le pays aurait retenti du bruit des autodafés, des portes fracassées lors des perquisitions, des cris poussés par les centaines de milliers de prisonniers politiques torturés dans les camps. Bref, un retournement total de situation en quelques semaines...

◆ L'AUTODAFÉ DE 1933

Face à cette représentation fantaisiste, je rappellerai tout d'abord que le fameux autodafé de 1933 ne s'attaquait pas à la culture en tant que telle, mais à la littérature d'un monde perçu comme mauvais et dépassé. On oublie bien souvent que la jeunesse allemande n'a pas uniquement brûlé des livres ; elle a jeté aux flam-

mes ce qui symbolisait l'ordre ancien. Début 1942, Fritz Bran a expliqué :

En 1933, les jeunes ont brûlé leurs casquettes de collégiens, qui marquaient l'opposition des classes. Ils ont brûlé également les poteaux-frontières qui, en vertu du traité de Munster, séparaient les provinces entre elles. Ils ont encore voué aux flammes une prétendue littérature, dont la plus grande propriété était d'intoxiquer les esprits*.

C'est clair, la littérature pernicieuse ne venait qu'en dernier lieu. J'ajoute qu'en matière de destruction de symboles, les révolutionnaires français et les républicains espagnols ont fait « mieux » ; ils ont été jusqu'à exhumer des cadavres de rois, de reines, de religieux et de religieuses.

◆ LES CAMPS DE CONCENTRATION

■ Une « mesure brusquée » et légale

Ces précisions effectuées, j'en viens à la création des camps. Je rappellerai tout d'abord que celle-ci n'avait pas été, au départ, prévue par les nationaux-socialistes (elle n'apparaissait ni dans le programme public, ni dans un quelconque document interne du Parti). Elle fut une « mesure brusquée » pour parer à la menace communiste. A Nuremberg, H. Göring souligna :

[...] l'idée des camps de concentration [fut] une mesure brusquée prise contre les fonctionnaires du parti communiste qui, à cette époque, étaient des milliers à nous harceler [TMI, IX, 448].

* Voy. Fritz Bran, *La jeunesse allemande et l'avenir de l'Europe* (Les conférences du groupe « Collaboration », Paris, juin 1942). Conférence donnée le 31 janvier 1942 à la Maison de la Chimie (Paris), p. 12.

J'ajoute que leur ouverture s'est effectuée dans la plus stricte légalité ; elle était conforme à l'article 48, alinéa 2, de la Constitution de Weimar qui concernait la protection du peuple et la lutte contre les citoyens susceptibles d'attenter à la sûreté de l'État.

■ Des détenus bien traités

Il est d'ailleurs incontestable que les détenus internés en 1933 furent généralement bien traités et que plusieurs milliers bénéficièrent d'une libération au bout de quelques mois. A Nuremberg, l'ancien secrétaire particulier d'H. Göring, Paul Körner, vint témoigner. Voici ce qu'il répondit à propos des camps :

Dr STAHLER. — Connaissez-vous les traitements qui étaient infligés aux internés de ces camps ?

TÉMOIN KÖRNER. — D'après ce que je sais, ils furent toujours bien traités.

Dr. STAHLER. — Avez-vous entendu parler des camps de concentration « officieux » ?

TÉMOIN KÖRNER. — Oui, en 1933 on en a créé en différents endroits.

Dr STAHLER. — Qui, « on » ?

TÉMOIN KÖRNER. — Je me souviens qu'un camp a été créé à Breslau par le Gruppenführer SA Heines. Un autre fut créé à Stettin. J'ignore s'il en existait d'autres.

Dr STAHLER. — A Stettin ?

TÉMOIN KÖRNER. — Je crois qu'il fut créé par Karpfenstein, mais je n'en suis pas très sûr.

Dr STAHLER. — Et que sont devenus ces camps ?

TÉMOIN KÖRNER. — Lorsque le Reichsmarschall [Göring] en a entendu parler, il les a fait dissoudre immédiatement parce qu'ils avaient été créés sans son consentement.

Dr STAHLER. — Quelle était l'attitude du Reichsmarschall lorsque lui parvenaient des plaintes à ce sujet ?

TÉMOIN KÖRNER. — Il les a toujours prises en considération.

Dr STAHLER. — Connaissez-vous des cas où il ait pris des mesures sévères ?

TÉMOIN KÖRNER. — Je me souviens du cas de Thälmann.

Dr STAHLER. — De quoi s'agissait-il ?

TÉMOIN KÖRNER. — Le Reichsmarschall avait appris que Thälmann n'avait pas été traité de la façon dont il aurait souhaité qu'il le fût. Il prit immédiatement l'affaire en main et convoqua Thälmann.

Dr STAHLER. — Qui était Thälmann ?

TÉMOIN KÖRNER. — C'était l'un des dirigeants du parti communiste allemand et député communiste au Reichstag.

Dr STAHLER. — Et que lui a dit le Reichsmarschall ?

TÉMOIN KÖRNER. — Il le fit venir dans son cabinet et lui demanda les raisons précises de sa réclamation.

Dr STAHLER. — Et ensuite ?

TÉMOIN KÖRNER. — Thälmann, soupçonnant un piège, se montra d'abord très réservé. Lorsqu'il vit que le Reichsmarschall lui parlait d'une manière très humaine, il se rendit compte qu'il pouvait parler librement. Il déclara au Reichsmarschall qu'à différentes reprises il n'avait pas été convenablement traité. Le Reichsmarschall promit qu'il y mettrait ordre immédiatement et donna des instructions à cet effet. Il demanda également à Thälmann de l'avertir chaque fois que cette situation se reproduirait. En outre, il ordonna qu'on fasse parvenir toutes les plaintes formulées par Thälmann [TMI, IX, 164-5].

Quelques jours plus tard, H. Göring confirma cette déposition et y ajouta quelques précisions. Interrogé par son avocat, il déclara :

Dr STAHLER. — Avez-vous surveillé le traitement des prisonniers ?

ACCUSÉ GÖRING. — Naturellement, j'ai donné des instructions pour que de telles choses [les mauvais traitements sur des internés] soient supprimées. Cela a plus ou moins eu lieu, évidemment, comme je viens de le dire. J'ai toujours indiqué que ces faits ne devaient pas avoir lieu, parce que je voulais qu'une partie de ces hommes fût gagnée à notre cause.

Dr STAHLER. — Avez-vous agi, lorsque vous avez eu connaissance de ces excès ?

ACCUSÉ GÖRING. — Je ne me suis occupé des camps de concentration que jusqu'au printemps 1934 ; il y en avait deux ou trois en Prusse. Le témoin Körner a déjà mentionné le cas de

Thälmann. Je voudrais en parler brièvement car c'est le plus important, étant donné que Thälmann était le chef du parti communiste. Je ne puis plus indiquer aujourd'hui qui m'a fait remarquer que Thälmann avait été frappé. Sans avoir été informé par la voie hiérarchique et par les services compétents je l'ai fait venir immédiatement chez moi, dans mon bureau, et je l'ai questionné en détail. Il m'a dit qu'au début surtout, il avait été frappé au cours d'interrogatoires. Comme le témoin qui assistait à l'entretien l'a déjà dit, j'ai alors dit à Thälmann que je le regrettais et j'ai même ajouté : « Mon cher Thälmann, si vous aviez eu le pouvoir, vous ne m'auriez pas frappé, mais vous m'auriez immédiatement coupé la tête », et il a acquiescé. Je lui ai dit ensuite qu'à l'avenir si quelque acte du même genre se reproduisait contre lui ou contre d'autres, il devrait me le communiquer immédiatement. Je ne pouvais pas être toujours là, mais ce n'était pas par ma volonté que ces actes de cruauté avaient été commis. Pour expliquer ce cas, qui était un cas typique, je veux insister sur le fait que, plus tard, la femme de Thälmann vint me demander du secours et que j'ai répondu immédiatement à sa lettre. J'ai, à ce moment-là également, et je pourrai le prouver, financièrement aidé des familles d'internés autant qu'il fut nécessaire.

A cette occasion, je voudrais citer les camps de concentration « officieux », dont on a parlé et qui tombent sous le coup du redressement des abus. Tout d'abord, je les ai ignorés ; puis on m'a cité un tel camp dans les environs de Stettin. Il avait été créé par Karpfenstein, ancien Gauleiter de Poméranie. J'ai immédiatement fermé ce camp. Mon avocat se souviendra que, indépendamment de moi, il a reçu à ce sujet, pendant le Procès, des renseignements d'un interné que je ne connaissais pas du tout. J'ai fait poursuivre par le procureur général les coupables qui s'étaient permis des actes de cruauté et les ai fait traduire devant un tribunal, ce qui, peut être prouvé. Karpfenstein fut expulsé du Parti.

Un second camp fut découvert à Breslau ; il avait été créé par Heines. Je ne sais pas ce qui s'y est passé. En tout cas, c'était un camp que je n'avais pas autorisé. Je l'ai immédiatement fermé, dissous. Heines était un des collaborateurs les plus intimes de Röhm, dont je parlerai ultérieurement.

Autant que je me souviens, je ne puis plus indiquer l'endroit exact des environs de Berlin où existait un autre camp de

concentration non autorisé, institué secrètement par le chef des SA de Berlin, Ernst, que j'ai toujours soupçonné d'actes de cruauté. Il a également été fermé et Ernst était l'un de ces personnages troubles qui furent éliminés lors du putsch de Röhm. Nous avons la possibilité d'interroger des internés des camps de concentration de cette époque — 1933, début 1934 — afin de savoir si, à ce moment, se passait ce qui eut lieu ultérieurement.

Dr STAHLER. — Avez-vous, après la consolidation du pouvoir, libéré beaucoup de prisonniers internés et à quel moment ?

ACCUSÉ GÖRING. — Pour les fêtes de Noël 1933, j'avais ordonné que fussent libérés les cas les moins dangereux ou ceux dont on avait l'impression qu'ils s'étaient adaptés à leur situation nouvelle. Je crois qu'on avait déterminé le chiffre de 5 000. Je répétais ce geste en novembre 1934, avec 2 000 internés. J'insiste sur le fait qu'il ne s'agissait que de la Prusse. A ce moment, si mes souvenirs sont exacts, mais je ne puis le dire exactement, un camp fut dissous ou du moins provisoirement fermé. C'était à une époque où personne ne soupçonnait que les camps deviendraient l'objet d'une enquête judiciaire internationale [TMI, IX, 281-3].

■ Très peu de prisonniers politiques

Ces dernières considérations m'amènent à citer des chiffres connus. A Nuremberg, l'avocat de la Gestapo rappela sans être contredit qu'en 1939, dans les camps, il y avait 20 000 personnes en détention dite « de protection », dont la moitié environ étaient des « politiques » ; les autres étant des détenus de droit commun (criminels, voleurs, violeurs... ; TMI, XXI, 548).

A la même époque, sur les 300 000 personnes qui se trouvaient en prison, le dixième y était pour des délits dits politiques (*Id.*). On arrive à un total de (10 000 + 30 000 =) 40 000 détenus « politiques » sur une population totale d'environ 80 millions de personnes, c'est-à-dire 0,05 % de la population. Comme dictature, on fait mieux...

■ Les réfractaires n'étaient pas tous en prison

Allons plus loin en admettant que ces chiffres aient été sous-évalués. Multiplions-les arbitrairement par cinq (+ 500 %). Supposons qu'en 1939, il y aurait eu non pas 40 mais 200 000 détenus politiques en Allemagne. Comparons cette estimation aux résultats officiels de plébiscite du 19 août 1934, lorsque la population allemande fut invitée à se prononcer sur la loi du 2 août 1934 qui fusionnait les pouvoirs du président du Reich avec ceux du chancelier. A l'époque, il y eut 4 294 654 votes « non » et 872 296 bulletins blancs ou nuls. Soit 5 166 950 personnes qualifiées de « réfractaires » au régime national-socialiste*. Jean Daluce ajoute que d'après les « nazis eux-mêmes », « un plébiscite sans pression et sans manoeuvre où le vote secret aurait été intégralement respecté pouvait donner, pour l'ensemble du pays, de 30 à 40 % de NON au lieu de 12 % »**. Là encore admettons. On en déduit qu'en 1934, il y aurait eu non pas cinq, mais environ quinze millions de « réfractaires » au régime hitlérien.

Par conséquent, si, vraiment, les milliers d'agents de la Gestapo (policiers, mouchards...) avaient impitoyablement traqué et envoyé dans des camps les opposants, même individuels, les personnes détenues en 1939 dans les prisons et surtout dans les camps se seraient comptées par millions (et dans ce cas, il aurait effectivement fallu des dizaines de camps de concentration). Or, nous avons vu que même faisant subir aux chiffres offi-

* « Plus de cinq millions de réfractaires en dépit de toute la pression officielle » (voy. Albert Rivaud, *Le relèvement de l'Allemagne, 1918-1938* [Librairie Armand Colin, 1939], p. 243).

** Voy. J. Daluces, *Le Troisième Reich* (éd. André Martel, 1950), p. 138.

ciels une augmentation de 500 % (ce qui n'est pas rien) on arrive à 200 000 détenus « politiques ». Là encore, la conclusion s'impose d'elle-même : le III^e Reich ne fut pas la dictature que l'on présente aujourd'hui.

◆ LES AVEUX D'UN SYNDICALISTE FRANÇAIS

Contrairement à ce que prétend cette légende enracinée, l'hitlérisme ne s'est pas imposé en Allemagne par la terreur. En juin 1933, la revue *Esprit* — que personne ne pourra soupçonner de sympathies « nazies » — publia l'article capital d'un ouvrier français communiste qui venait de passer quatre années dans les milieux syndicalistes allemands. Sur le ton de l'intense déception, l'auteur — un certain Pierre Robert — constatait que la révolution nationale-socialiste s'effectuait « *sans résistance, sans bataille* » :

Des organisations entières, des organisations géantes se sont effondrées, d'autres ont été accaparées par l'ennemi. Tout cela sans résistance, sans batailles*.

■ Le cas des syndicats socialistes

Concernant les « *syndicats libres à tendance socialiste* », P. Robert rappelait qu'au début de l'année 1933, « *ils comptaient encore quatre millions de membres* » (p. 299), ce qui leur donnait une force certaine. Mais, poursuivait-il, les chefs avaient été « *aveuglés par quelques succès : un relèvement du standard de vie des ouvriers pendant la période dite de prospérité [avant 1929]* » (p. 300) :

* Voy. *Esprit*, 1^{er} juin 1933, p. 298.

Ils n'avaient déjà pas beaucoup les qualités propres à un lutteur de classe. Ils les perdirent alors complètement. Ils s'assirent dans leur fonction. On avait de merveilleux salaires. La fonction de secrétaire de syndicat devint une profession. La mesquinerie, l'égoïsme prirent souvent la place de l'idéal. On devint bien des fois des bureaucrates finis [pp. 300-1].

En conséquence, ces syndicats n'étaient plus aptes à la lutte sociale. P. Robert écrit :

La catastrophe arrive. Hitler reçut le pouvoir et commença à prendre des mesures décisives contre la classe ouvrière [*sic*]. Les syndicats, au lieu d'essayer de faire quelques chose, de sauver au moins l'honneur du mouvement ouvrier, lancèrent des déclarations affirmant leur volonté de collaboration avec le nouveau régime :

« Les syndicats sont d'avis que chaque gouvernement allemand se doit de reconnaître l'efficacité nationale des syndicats dont nous sommes fiers. Leur histoire est la mobilisation de forces populaires qui n'étaient pas unies pour l'édification d'un ordre social nouveau, créant ainsi la base spirituelle et juridique pour l'unité intérieure de la nation. La valeur de ce travail d'éducation se fit sentir d'une manière sensible dans la période si difficile de la guerre mondiale.

« Le Comité [...] salue le premier mai 1933 comme la fête légale du travail national et demande à ses membres... de participer solennellement aux fêtes organisées par le gouvernement. »

Pourquoi ces déclarations honteuses ?

Pour deux raisons.

Certains chefs syndicalistes ont pensé devoir sauver les droits des syndiqués en ce qui concerne les mutualités, assurances vieillesse, maladies, pour lesquelles ces derniers ont payé pendant des années et des années de fortes cotisations.

Un militant responsable me disait :

« Nous voulons être assurés que ces droits ne soient pas anéantis. Pense à ces ouvriers qui comptent sur leurs assurances. Nous essayons de ne pas mécontenter le gouvernement, de l'influencer dans ses décisions relatives à la question syndicale.

« Nous voulons que l'organisation unique, que nous aurons sans doute, reprenne tous ces droits de nos membres, que ces fortunes ne soient pas gaspillées aux quatre vents. »

Il y a une autre raison.

Beaucoup de chefs et de secrétaires de syndicats, ont voulu faire l'impossible pour conserver leur place si bien rétribuée.

Un avocat d'une grande ville allemande qui représentait les syndicats devant les tribunaux racontait récemment comment depuis quelques temps son bureau était assiégé par des permanents de syndicats. Ils veulent des conseils : « Que dois-je faire pour avoir mon salaire le plus longtemps possible ? Dois-je partir maintenant et me faire donner une indemnité représentant un salaire de six mois ou dois-je rester, signer un contrat me garantissant un traitement pendant une année ? » Il savait, ajoutait-il, que les syndicats étaient pleins de bureaucrates n'ayant que l'idéal de leur porte-monnaie. Mais à ce point... [pp. 302-3].

■ **Le cas du parti « social démocrate »**

Concernant le parti « social démocrate », l'auteur formulait des critiques similaires :

A cette idéologie *essentiellement démocrate*, qui est le point de départ du réformisme, vint s'ajouter une attitude petite bourgeoise. Une attitude qui déteignit sur tout le parti, c'est-à-dire chez les ouvriers. Il suffisait pour s'en rendre compte d'assister à quelques assemblées des membres de la social-démocratie. On ne s'y élevait que rarement au-dessus d'un niveau de pots de bière et de fumées de gros cigares [p. 305].

La montée fasciste les réveilla un peu. Ils furent étonnés, très étonnés. Mais comme la direction était craintive, on fit la politique du moindre mal, s'accrochant toujours à d'autres pour la lutte contre le fascisme. On eut comme allié Brüning, l'homme indécis du parti du Centre, comme espoir Schleicher, qui devait soi-disant réaliser une Allemagne sociale. En dernier lieu on mit souvent encore des espérances dans les Casques d'acier. Elles aussi se révélèrent illusoire. Jamais, lors de ces dernières années, le pari social-démocrate n'eut le courage et la volonté de faire une politique active et indépendante. Tout cela lui a valu sa

défaite. Une défaite dont il ne se relèvera probablement pas [pp. 305-6].

■ **Le cas du parti communiste**

Quant au parti communiste — la seule force qui, en 1933, pouvait encore s'opposer aux nationaux-socialistes —, les analyses pénétrantes de P. Robert sont très intéressantes. Il écrivait :

Il y a avait là [au PC] des forces qui auraient pu être capables de construire une Allemagne réellement nouvelle.

Mais voilà, toutes ces forces ont été gaspillées, rabaisées souvent à un niveau qui n'avait rien de révolutionnaire.

Le parti communiste n'a pas eu la patience d'éduquer les masses qui venaient à lui. Il n'a su déverser sur elles que ce que nous pouvons lire chaque jour dans *l'Humanité*. Il n'a pas su édifier un système de travail politique qui eût pu gagner la confiance des masses du parti social-démocrate. Il n'a pas su élaborer une tactique qui eût pu faire de lui une véritable avant-garde du prolétariat [p. 307].

Très sévère, l'auteur déclarait :

[...] l'histoire du parti communiste allemand n'a été que celle d'une grande faute.

Fausse tactique syndicale qui a poussé les réformistes vers la droite, qui leur a permis d'expulser presque tous les éléments révolutionnaires de ces organisations qui auraient pu être de véritables forteresses du prolétariat.

Fausse tactique vis-à-vis du nationalisme du mouvement fasciste. On ne fit qu'adopter la phraséologie de Hitler. Les revendications « A bas le traité de Versailles », « Libération nationale » devinrent des pivots de l'agitation communiste [p. 308].

Plus loin, il constatait en se lamentant (je souligne) :

Les conséquences ont été tragiques. Le parti révolutionnaire qui aurait dû sauver au moins l'honneur du prolétariat allemand a

laissé la place à un adversaire sans opposer de résistance.

Un bon militant qui avait organisé pendant les derniers mois l'appareil illégal m'avouait :

« Ne me parle pas du parti maintenant [...]. Plein de mouchards. Les dénonciations sont les incidents de chaque jour [...]. **L'ennemi a pénétré systématiquement dans nos rangs.** C'est à tel point que l'on arrive à douter de chaque camarade [...]. **Combien des nôtres sont passés à l'ennemi. C'est désespérant. Des cellules entières...** Et puis, vois-tu, nous n'étions pas prêts. Que beaucoup de nos chefs se soient laissés arrêter ? Je ne comprends pas [...] ».

Il avait raison.

Ce qui m'a le plus attristé en Allemagne, c'était le visage des quartiers ouvriers de Berlin. Partout les drapeaux aux croix gammées. Dans la rue, que d'insignes fascistes portés par les ouvriers ! Parfois même, on reconnaît chez eux la casquette que portaient les jeunes communistes, les chemises noires des gardes antifascistes. On s'arrête, on voudrait parler à ces jeunes, on les connaissait il y a deux ans. Mais tout d'un coup, on se rappelle que dans certains quartiers ouvriers de Berlin, 50 à 60 % des jeunesses communistes ont passé aux jeunesses hitlériennes... On ne sait pas si le camarade d'hier n'est pas aujourd'hui un ennemi.

Il n'est pas étonnant que dans ces conditions, l'appareil du parti soit décimé, parfois complètement détruit, qu'il soit presque impossible de tenir une imprimerie illégale plus de 15 jours. Chaque jour apporte la nouvelle d'une liaison qui saute et qu'il est souvent impossible de renouer [pp. 308-9].

Et P. Robert de conclure :

Hitler n'a pas vraiment rencontré d'adversaires réels. Ses succès reposent surtout sur la faiblesse de ceux qui disaient vouloir le combattre [p. 311].

C'est clair : pour asseoir son pouvoir, Hitler n'a pas eu besoin de couvrir l'Allemagne de camps de concentration. Car une fois les meneurs arrêtés, les forces politiques qui auraient pu — auraient dû — s'opposer à lui s'effondrèrent d'elles-mêmes.

◆ LES NATIONAUX-SOCIALISTES RECRUTENT TOUJOURS

■ D'anciens adversaires deviennent des alliés

Loin, toutefois, d'utiliser leurs premiers succès pour établir un régime de terreur, les nationaux-socialistes n'eurent par la suite qu'une seule volonté : rallier les anciens adversaires politiques. A Nuremberg, l'accusé Fritz Sauckel déclara :

L'activité centrale du Parti [après janvier 1933] était le recrutement. Notre travail le plus intensif consistait à gagner à nous les adversaires politiques. Je suis très fier du fait que, dans mon Gau, de très nombreux ouvriers, anciens communistes ou sociaux-démocrates aient été gagnés par nous et soient devenus chefs de groupes locaux ou fonctionnaires du Parti [TMI, XIV, 643].

■ Une vraie politique sociale qui rallie les masses

Huit ans plus tôt, un Allemand avait répondu à un prêtre français, l'abbé Gabriel Lambert, qui l'interrogeait sur les mécontents dans le Reich :

Certes, il y en a... un pour cent. Car les anciens socialistes, les anciens communistes, se sont ralliés pour la plupart au régime. Hitler ayant prouvé qu'il appliquait vraiment son programme socialiste. Hitler a réalisé... [que] les partis d'avant Hitler discutaient, promettaient et ne faisaient qu'accroître la misère*.

De son côté, Henry Jamet, un Français qui voyagea en Allemagne durant l'été 1938 et qui rencontra de nombreux ouvriers, écrivit :

* Voy. l'abbé Gabriel Lambert, *L'Allemagne d'aujourd'hui expliquée par l'Allemagne d'avant-guerre* [éd. Jean-Renard, Paris, 1942], p. 52.

Cette population ouvrière nous a paru saine et sans aigreur. Nous nous sommes renseignés sur les salaires. Ils sont élevés [...]. A l'intérieur même de l'usine existent des jardins de repos, où les ouvriers peuvent aller fumer une cigarette pendant les « pauses » qui coupent le travail ; des cantines modèles ; un service médical remarquablement agencé. Rien de tout cela n'avait l'air d'un bain et les jeunes apprentis, avec lesquels nous avons passé une bonne heure, avaient des figures ouvertes et franches d'enfants heureux...*

Commentant cet article, *l'Ami du Clergé* précisait avec honnêteté :

Hitler n'a pas oublié sa jeunesse ouvrière et les grosses difficultés de la question sociale. Il se pose en défenseur des intérêts ouvriers. Il ne faut pas le croire l'élu d'une aristocratie ou d'une élite intellectuelle. Il est bien plutôt le demi-dieu des masses ouvrières, qu'il a voulu affranchir, dit-il, des mauvais bergers marxistes. C'est dire que le bien-être des travailleurs, la question des salaires, celle des loisirs et les congés payés sont l'objet des constants soucis du régime.

« Et, ma foi, remarque Henry Jamet, quand on a vu défilé sur le Rhin les luxueux bateaux de "la Force par la Joie", la grande organisation du Dr Ley, bondés de travailleurs en vacances, on se demande avec inquiétude si le seul pays où les réalisations pratiques du socialisme sont en train d'aboutir ne serait pas l'Allemagne hitlérienne »**.

■ Anciens communistes devenus fascistes

On connaît le cas de Jacques Doriot, ancien communiste devenu national-socialiste. Mais bien des obscurs firent le même chemin après avoir vu les réalisations sociales allemandes. En 1942, *l'Appel* raconta l'histoire de cet ancien communiste parisien qui, chômeur et incapa-

* Voy. la *Revue Hebdomadaire*, 10 septembre 1938, article intitulé : « La bonne humeur allemande ».

** Voy. *l'Ami du Clergé*, 27 octobre 1938, p. 645, col A-B.

ble de nourrir convenablement sa famille, avait finalement cédé aux instances de sa femme et était parti en Allemagne.

Le voyage le surprit par son organisation impeccable. Jamais il n'avait été reçu et fêté de la sorte. La Croix-Rouge allemande et les centres d'accueil font bien les choses.

Il arriva au camp français où on lui désigna sa place dans un baraquement. Il se renseigna auprès des copains.

Les gars avaient l'air content :

— Comment ça marche ici ?

— Pas mal.

— Et le boulot, pas trop dur ?

— Ça va.

— Bien payé ?

— Ah ! Pour ça, oui. On touche un minimum de 200 marks par mois. Ça fait 6 000 balles. Tu parles s'il y a du « rab » pour envoyer à la maison.

Il n'avait pas l'air trop convaincu. Le lendemain, il se présenta à l'usine. Il fut affecté à une machine. La propreté et l'hygiène de l'établissement l'intimidèrent. La camaraderie était excellente, mais hors du travail. Les ouvriers allemands travaillaient sans détourner la tête, silencieusement, avec une sorte de hâte mystique.

A l'heure des repas, il essaya de bavarder avec quelques-uns qui comprenaient le français :

— Aimez-vous mieux le national-socialisme ou les Soviets ?

Les Allemands éclatèrent de rire. On l'entraîna vers les maisons ouvrières. Coquettes, spacieuses, toutes neuves, elles s'alignaient au bord de la route, précédées chacune d'un jardin. A l'intérieur, les pièces étaient fraîches, joyeuses. Toutes ces habitations étaient munies du confort le plus moderne. L'ex-communiste français en roulait des yeux ronds [...].

Un jour, il tomba malade d'une vieille hernie qui s'était réveillée. On le transporta à la clinique. Il reçut des soins gratuits, fut opéré par l'un des plus grands chirurgiens allemands. Sa convalescence dura le temps qu'il fallut. Il n'en croyait pas ses yeux.

Ses camarades allemands de l'usine venaient le voir pour prendre des nouvelles et lui apporter des cadeaux. Par contre, les Français ne se dérangeaient guère. On avait gardé au camp les

habitudes des cafés parisiens, la belote faisait rage ; l'égoïsme individualiste régnait encore. Il se renseignait avidement sur les lois sociales nationales-socialistes.

— Alors, vous avez aussi des assurances maladie, vieillesse ? Combien vous donne-t-on ?

Il vit que les tarifs étaient au moins le double de ceux appliqués en France.

Il est rentré ici pour quelques jours et doit repartir. Sa femme et ses gosses l'ont fêté, car il avait envoyé abondamment de l'argent chez lui.

[...] Il voulut persuader quelques personnes. On le rabroua violemment :

— Vendu !...

Il s'échauffa, donna des coups de poings, frotta les oreilles de deux ou trois vieux complices communistes.

Aujourd'hui, il repart. Sa femme et ses enfants l'accompagnent à la gare.

— A bientôt ! Et si on t'embête ici, viens là-bas avec moi*.

■ **Les masses ont librement suivi Hitler**

Combien d'histoires similaires pourrait-on raconter ? En 1938, un auteur antinazi, Robert d'Harcourt, concédait :

La force d'Hitler ne doit pas être cherchée sur le plan intellectuel, mais sur le plan sensible, dans un contact instinctif avec l'âme de son peuple, dans un sens merveilleux et presque physique de l'occasion. Il communique avec la vie par l'intuition et non par l'intermédiaire d'informations ou de statistiques qui le fatiguent, l'ennuient, et qu'il repousse de la main. *Son génie est un génie de médium**.*

Dans un dossier paru à l'occasion du soixante-quinzième anniversaire de l'arrivée d'Hitler au pouvoir, le magazine belge *Téléoustique* a dû reconnaître :

* Voy. *l'Appel*, 26 février 1942, p. 2.

** Voy. *l'Ami du Clergé*, 29 septembre 1938, p. 597, col. B.

Les études de l'opinion allemande ont montré qu'Hitler a presque toujours pu compter sur le soutien populaire, même si la population n'appréciait pas certains aspects du régime, ou d'autres membres du parti nazi considérés comme des parvenus*.

En 1937, d'ailleurs, l'abbé Lambert avait souligné :

Supprimer la liberté des adversaires est une chose... mais il faut savoir construire et savoir créer...

Et certainement c'est parce qu'Hitler a su construire et créer que beaucoup des ennemis les plus acharnés du national-socialisme se sont ralliés au régime... *malgré* la suppression des libertés individuelles**.

■ **La preuve par les chiffres**

Le fait que le peuple allemand ait approuvé la révolution nationale-socialiste était apparu une première fois en mars 1933, lorsque la NSDAP avait remporté haut la main les élections au Reichstag : 44 % des suffrages exprimés, loin devant les socialistes (18 %), les communistes (12 %) et le Centre (11 %).

Voilà pourquoi, dans son article déjà cité, P. Robert avait dû concéder (je souligne) :

Par une démagogie éhontée [*sic*], **Hitler a su gagner à lui une partie importante de la population allemande** : les paysans, que les socialistes, avec leur idéologie collectiviste, ont effrayés et éloignés de leur idéal ; les classes moyennes, qui, poussées dans la misère par la crise, regrettent l'ancien régime ; un morceau du prolétariat qui s'est laissé acheter. **Il a derrière lui un mouvement de masse dont les participants ont une confiance aveugle dans l'ordre nouveau, presque une mystique** [pp. 310-11].

* Voy. *Téléoustique*, 30 janvier 2008, p. 7, col. B.

* Voy. Abbé Lambert, *op. cit.*, p. 179

Ce fait apparut avec éclat le 12 novembre 1933, lorsque le premier plébiscite fut organisé afin de savoir si le peuple accordait sa confiance à Hitler. 43,4 millions d'électeurs y participèrent (soit 96 % des inscrits). 40,6 millions répondirent « oui », 2,1 millions « non » et l'on compta 0,7 million de bulletins blancs ou nuls*. 89,9 % des votants étaient donc venus dire leur confiance à Hitler, les 2 millions de « non » prouvant que le scrutin avait été libre (ce qui ne fut d'ailleurs pas sérieusement contesté). Le lendemain, la presse parla de « miracle »**, car le peuple allemand qui s'entre-déchirait onze mois plus tôt s'était retrouvé à 90 % derrière l'homme suscité par la Providence.

■ *Un pays sauvé, des citoyens heureux*

La raison de cet engouement ? Elle est simple : en 1933, l'Allemagne au bord de l'étouffement avait vu un médecin apparaître à son chevet. Celui-ci l'avait débarrassé des charlatans incapables de guérir le malade et des adversaires opposés à l'application d'un nouveau remède. Puis, après avoir fait les premiers gestes d'urgence, il s'était penché vers ce peuple moribond en lui disant : « J'ai un moyen de dégager tes voies respiratoires pour que tu ne meures pas d'asphyxie et que tu puisses revivre ; mais je me suis tout d'abord occupé de ceux qui étaient susceptibles de m'empêcher d'appliquer mon traitement. Maintenant, m'accordes-tu ta confiance ? ».

* Pour les résultats complets, voy. le *Bulletin périodique de la presse allemande*, n° 430, p. 15, col. A.

** « *Un miracle s'est de nouveau produit en Allemagne. Ou bien n'est-ce pas un miracle que l'Allemagne, en ce jour de serment solennel, de profession de sa foi, se soit ainsi purifiée et unie ?* » (F. Hussong dans le *Lokal-Anzeiger*, 13 novembre, édition du soir).

Sans surprise, le peuple répondit oui. Il répondit oui à ce médecin qui avait commencé par faire preuve de fermeté contre les incapables et les gêneurs. Il dit oui parce qu'il voulait vivre...

Et il eut raison. Revenant d'un séjour en Allemagne en 1938, l'abbé Gabriel Lambert écrit :

L'immense majorité des Allemands sont aujourd'hui beaucoup plus heureux qu'ils ne l'étaient il y a 6 ans*.

Tels sont les *faits*, des faits contre lesquels on ne peut rien... Vous comprendrez pourquoi je n'ai nullement l'impression de défendre un régime qui se serait imposé par la terreur. La révolution nationale-socialiste a été bien moins sanglante que la Révolution française de 1789 ou que la révolution bolchevique de 1917.

* Voy. G. Lambert, *L'Allemagne d'aujourd'hui...*, p. 14.

Catalogue de nos publications disponible sur :

<http://vho-france.webs.com>

ou à l'adresse suivante

M. Urbain CAIRAT
C.P. 1528
CH-1820 Montreux